

# SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 7 OCTOBRE 2021

## PROCÈS VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Convoqué le 01 octobre 2021 le conseil municipal de la commune de Châteaugay s'est réuni le 7 octobre 2021 à 20h00 à la mairie.

Présents : Mmes et MM DARTEYRE, LEVET, PRIVAT, DE FARIA, CHARLAT, LAMBERT, SOLVIGNON, CROZATIER, DAVID, JEANPETIT, DESOLME, VIOLETTE, DESBONNETS, SZARAZ, VAL.

Procurations : Christophe Malfreyt pouvoir à Annie Levét, Jean-Marie CLEMENT pouvoir à René Darteyre, Charles Bosco pouvoir à Raymond Lambert, Florence Verger pouvoir à Claude Privat, Hervé Santiano pouvoir à Jean-François Violette, Elisabeth Pereira pouvoir à André Solvignon, Céline Lourenco pouvoir à Christine de Faria, Natacha Juniet-Bosco pouvoir à Denis Crozatier.

Absent : /

Secrétaire : Christine DE FARIA

---

Monsieur le maire ouvre la séance et remercie les conseillers de leur présence. Le quorum étant atteint, l'assemblée peut valablement délibérer.

Sur proposition de M. Darteyre, Christine de Faria est nommée à l'unanimité secrétaire de séance.

Aucune observation n'étant formulée sur le compte rendu de la séance du 5 juillet 2021, il est adopté à l'unanimité.

### 2021-033 – DOMAINE – CESSION PARCELLE AH 1093

Rapporteur : M. SOLVIGNON – Conseiller délégué en charge de l'urbanisme

Suite à la demande de Mme Gimenez d'acquérir auprès de la commune le foncier formant actuellement sa cour intérieure, le conseil municipal votait, par délibération en date du 23 septembre 2019, la désaffectation et le déclassement d'une partie du domaine public de l'impasse de la Perrière correspondante à ladite cour intérieure.

Après arpentage la parcelle AH 1093 de 76 m<sup>2</sup> a ainsi été créée.

Lors des premières démarches de Mme Gimenez pour l'acquisition de cette parcelle, la commune avait communiqué verbalement un prix d'acquisition à 1 € le m<sup>2</sup>. Cependant, après demande d'avis aux domaines, ces derniers ont estimé la parcelle à 50 € le m<sup>2</sup>.

Par courrier en date du 12 juillet 2021, Mme Gimenez a fait une proposition d'achat à 25 € le m<sup>2</sup>.

Il est rappelé au conseil que physiquement, seule l'habitation de Mme GIMENEZ donne sur cette parcelle qui constitue l'impasse et qu'en l'état, la commune n'a pas d'intérêts à la maintenir dans son domaine. De plus, Mme GIMENEZ a déjà pris à sa charge les frais d'arpentage et que les frais de notaire seront également à sa charge.

Aussi, il est proposé au conseil municipal :

- d'accepter la vente de la parcelle AH 1093,
- de fixer le prix à 25 € le m<sup>2</sup>,
- d'autoriser M. le Maire à signer l'acte notarié ainsi que toute pièce nécessaire à la réalisation de la vente.

M. le Maire précise que le prix est inférieur à l'estimation des domaines, mais qu'effectivement Mme Gimenez a déjà engagé des frais. De plus, cette vente permet de régulariser la situation, car Mme Gimenez dispose de ces 76 m<sup>2</sup> depuis des décennies.

### Délibération

*A l'unanimité, le conseil municipal accepte la vente de la parcelle AH 1093 au prix de 25 € le m<sup>2</sup> et autorise Monsieur le Maire à signer l'acte notarié ainsi que toute pièce nécessaire à la réalisation de la vente.*

## **2021-034 – URBANISME – PROJET D'AMENAGEMENT ENTREE DE BOURG LIEUDIT « DERRIERE LA GRANGE NEUVE »**

Il est rappelé au conseil municipal que dans sa profession de foi, figuraient comme programmes :

- la création d'un éco quartier ;
- l'aménagement de l'entrée de ville.

En vue de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et du Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Métropole, des réunions de travail ont déjà été organisées entre le service urbanisme de la commune et les directions métropolitaines de l'urbanisme et de l'habitat. En parallèle, un travail a également été engagé avec la métropole concernant les opérations de revitalisation du territoire (ORT).

Ainsi, une surface existante, classée en zone AU (à urbaniser) a clairement été identifiée. En effet, ce potentiel foncier de 2,14 ha, situé à l'entrée sud-ouest du bourg au lieudit « Derrière la grange neuve », pourrait répondre à un certain nombre d'enjeux posés :

- Urbanisme : répondre au besoin de nouveaux logements dans une logique de modération de la consommation foncière et de l'étalement de la commune.
- Environnemental : aménagement de type écoquartier avec cheminement à mobilité douce
- Social : diversification des habitats
- Economique : implantation de petits commerces de proximité.

Un tel projet doit être soumis à des études de faisabilité.

M. SOLVIGNON précise que suite aux nombreuses discussions avec la métropole, l'objectif est le « zero artificialisation ». Il est de moins en moins possible de consommer des terres agricoles.

M. SOLVIGNON souligne également que ce projet permettrait de matérialiser l'entrée de ville contrairement à la situation actuelle.

Il est proposé au conseil municipal

- de se prononcer sur le principe de projet d'aménagement foncier sur le secteur lieudit « derrière la grange neuve » d'une surface de 2,14 ha comprenant les parcelles : AI 353, 678, 683, 690, 695, 696, 701, 702, 951, 964, 965, 966, 967, 968, 1176, 1376, 1377, 1378,
- d'autoriser M. le Maire à signer tous documents et effectuer toutes démarches nécessaires à la phase d'étude du projet
- de déléguer à M. le Maire l'exercice du droit de préemption à l'occasion d'une DIA située dans ce périmètre ou de l'autoriser à subdéléguer ce droit à l'EPF SMAF.

### Délibération

*A l'unanimité, le conseil municipal se prononce favorablement sur le principe de projet d'aménagement foncier sur le secteur lieudit « derrière la grange neuve » d'une surface de 2,14 ha comprenant les parcelles citées ci-dessus. Il autorise M. le Maire à signer tous documents et effectuer toutes démarches nécessaires à la phase d'étude du projet.*

*Le conseil municipal délègue à M. le Maire l'exercice du droit de préemption à l'occasion d'une DIA située dans ce périmètre ou de l'autoriser à subdéléguer ce droit à l'EPF SMAF.*

### 2021-035 – VIE ASSOCIATIVE – ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS POUR 2021

Il est soumis au Conseil municipal les propositions d'attribution des subventions aux associations pour l'année 2021. Il est rappelé au Conseil que le montant du crédit ouvert au budget est de 51 500 €.

Subvention	2020 (pour mémoire)		2021 - proposition	
	Normale	Except.	normale	Except.
Association				
Comité du personnel	14 000 €		14 000 €	
Coopérative scolaire élémentaire	9 500 €		9 500 €	
Coopérative scolaire maternelle	3 200 €		3 200 €	
AIPEC	300 €		300 €	
Amicale laïque	2 200 €		2 200 €	-1 420 € <sup>1)</sup>
Comité des fêtes	3 300 €		3 300 €	
Chœur de Châteaugay	1 200 €		0 €	2)
Anciens combattants	500 €		500 €	
Amicale des pompiers	1 400 €		1 400 €	3)
Échange et Loisirs	400 €		400 €	
ASAC	400 €		400 €	2 000€ <sup>4)</sup>
Rugby	2 800 €	220 €	2 800 €	
Basket	2 800 €		2 800 €	
Football	800 €		0 €	5)
Tennis	2 800 €		2 800 €	
Amicale canine	800 €		800 €	
Casteljoyeuse	800 €		800 €	
VTT Arvernes Labro	800 €		800 €	
Pompoms	0 €		0 €	5)
Viet Vo Dao	800 €		800 €	

Course Vallée du Bédât	900 €		900 €	
Amicale des chasseurs	300 €		300 €	
92 <sup>ème</sup> RI	250 €		250 €	
Donneurs de sang	300 €		300 €	
4L Trophy		300 €	0 €	
Camion tonneau Rougeyron (tour de France)		200 €	0 €	
<b>Total</b>	<b>50 550 €</b>	<b>720 €</b>	<b>48 550 €</b>	<b>580 €</b>
			Montant total alloué	<b>49 130 €</b>
			Montant budgété	<b>51 500 €</b>
			Reste	<b>2 370 €</b>
			Utilisation	<b>95,40 %</b>

- 1) – Participation de l'ALC au financement de la dalle de la grange au 19 rue A. Lannes.  
2) – Après une année de sommeil, reprise de l'activité en 2021, subvention 2020 non utilisée, pas de subvention en 2021.  
3) – Pas de bal des Pompiers (pas de feux d'artifices), 1000 € non attribué  
4) – Participation de la Commune pour la restauration des statues non classées de l'église.  
5) – Associations en sommeil en 2021.

M. LAMBERT souligne que malgré la baisse de l'enveloppe globale, le montant des subventions a été maintenu en raison de l'arrêt de certaine association : les Pompons en sommeil par manque d'inscriptions ou le foot qui ne repart pas cette année.

M. le Maire ajoute que Châteaugay est l'une des seules communes de la Métropole à avoir maintenu le montant de ses subventions. C'était une volonté politique car la commune a besoin des associations.

M. VIOLETTE demande si les associations ont été satisfaites de ce maintien.

### Délibération

*A l'unanimité, le conseil municipal adopte les propositions d'attribution de subventions ci-dessus.*

### **2021-036 – INTERCOMMUNALITE – ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU, DE PAPETERIE ET MATERIELS SCOLAIRES**

Il est rappelé au conseil municipal que par délibération en date du 4 décembre 2017 il validait l'adhésion de la commune à un groupement de commande mis en place par la communauté urbaine, pour l'acquisition de fournitures administratives afin d'obtenir des prix intéressants grâce au volume important de fournitures commandées. Les marchés passés prennent fin début 2022.

Afin de renouveler les marchés, et conformément à l'article L.2113-6 du Code de la Commande Publique, un groupement de commande doit être créé entre la Métropole et les villes de Clermont-Ferrand, Aulnat, Beaumont, Le Cendre, Chamalières, Châteaugay, Lempdes, Nohanent, Pont-du-Château, Romagnat, Royat, Saint-Genès-Champanelle, et le CCAS de Pont-du-Château.

Le projet de convention annexé à la présente délibération prévoit que la Métropole est coordonnatrice du groupement, et a pour mission de mener à bien l'intégralité de la

procédure de consultation. Le groupement est exclusivement constitué en vue de la passation et de l'exécution de l'accord-cadre alloti à bons de commandes relatif à l'acquisition de fourniture de bureau et de papeterie.

La période de consultation s'échelonne entre la fin d'année 2021, et début 2022. Chaque membre déterminera un montant minimum et un montant maximum annuels de commande à respecter, qui sera communiqué dans le dossier de consultation des entreprises. Les prestataires retenus fourniront aux membres du groupement l'intégralité des produits énumérés dans les bordereaux des prix unitaires et les catalogues.

Au vu de ces éléments, il est proposé au conseil :

- d'approuver l'adhésion de la commune de Châteaugay au groupement de commandes dans le cadre de l'acquisition de fournitures de bureau, de papeterie et matériels scolaires,
- d'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Métropole et les villes de Clermont-Ferrand, Aulnat, Beaumont, Le Cendre, Chamalières, Châteaugay, Lempdes, Nohanent, Pont-du-Château, Romagnat, Royat, Saint-Genès-Champanelle, et le CCAS de Pont-du-Château, et d'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser M. le Maire à signer les marchés pour le compte des membres du groupement,
- d'autoriser M. le Maire à assurer l'exécution financière de l'accord-cadre pour la part qui le concerne,
- d'autoriser M. le Maire à signer tous documents et effectuer toutes démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération ainsi qu'au bon déroulement de cet accord-cadre.

A la remarque de M. SOLVIGNON sur l'importance des montants mini et maxi à communiquer, il est répondu qu'un calcul a été effectué sur les consommations au cours du précédent groupement de commande de 2017 à ce jour.

### Délibération

*A l'unanimité, le conseil municipal :*

- *approuve l'adhésion de la commune de Châteaugay au groupement de commande*
- *approuve les termes de la convention*
- *autorise le maire à signer les marchés*
- *autorise le maire à assurer l'exécution financière*
- *autorise le maire à signer tous documents et effectuer toutes démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.*

### **2021-037 – INTERCOMMUNALITE – CHARTE RELATIVE AUX RESEAUX ET EQUIPEMENTS DE TELEPHONIE MOBILE**

Le conseil métropolitain, lors de sa séance du 2 juillet dernier, a adopté la Charte relative aux réseaux et équipements de téléphonie mobile. Cette charte a vocation à s'appliquer dans les 21 communes de la Métropole de manière uniforme et vise à trouver un ajustement local à la réglementation nationale.

L'élaboration de ce document s'est faite en concertation avec les communes, les associations d'usagers et les opérateurs de communications électroniques.

Ainsi, dans le respect des compétences respectives de Clermont Auvergne Métropole et de ses communes membres, et afin de permettre un développement raisonné des réseaux de téléphonie mobile, la charte prévoit de :

- Mettre en place un mode opératoire permettant de répondre aux obligations légales et règlementaires des opérateurs en matière de couverture et de qualité de service, d'offrir un service de qualité tout en prenant en compte les questionnements de la population concernant la téléphonie mobile ;
  - Gérer l'implantation de nouvelles stations de base et les modifications substantielles des stations existantes dans le respect des principes d'information, de concertation et de transparence ;
  - Veiller à la bonne intégration paysagère des installations dans l'environnement
- Ce dispositif sera adaptable afin de tenir compte des évolutions technologiques et juridiques.

M. le Maire explique que les opérateurs font ce qu'ils veulent et qu'une commune de la métropole qui refusait l'implantation d'une antenne s'est retrouvée au tribunal administratif et a perdu. La Métropole a décidé de convoquer tous les opérateurs dans le but d'harmoniser les implantations et surtout éviter les dysfonctionnements : différence de tarif de location entre privé et public ; des implantations d'antennes à une dizaine de mètres l'une de l'autre...

M. SOLVIGNON ajoute que les opérateurs sont tenus par la loi de mettre à disposition du public un dossier d'information. S'il est difficile d'interdire l'implantation, la Mairie peut émettre des préconisations quant à l'esthétique.

M. SOLVIGNON informe également que les échanges avec les opérateurs se feront sur le portail que la métropole met en place.

M. VIOLETTE salue cette initiative de mise en place d'une charte par la métropole qui permettra de connaître et vérifier les mesures des antennes.

Il est proposé au conseil d'adhérer à la Charte relative aux réseaux et équipement de téléphonie mobile et d'autoriser M le Maire à la signer.

### **Délibération**

*Le conseil municipal à l'unanimité autorise l'adhésion à la Charte relative aux réseaux et équipements de téléphonie mobile et autorise le maire à la signer.*

### **2021-038 – INTERCOMMUNALITE – MODIFICATION DES STATUTS DU SIEG DU PUY-DE-DÔME**

Le Syndicat Intercommunal d'Electricité et de Gaz du Puy-de-Dôme a été créé par l'arrêté préfectoral du 14 mars 1947. De nombreuses modifications statutaires ont eu lieu depuis cette création, la dernière ayant été approuvée par arrêté préfectoral du 8 août 2017.

Par délibération du 24 juin 2021, le Comité Syndical du SIEG a adopté la proposition de révision statutaire qui prévoit notamment le changement de nom du Syndicat Intercommunal d'Electricité et de Gaz du Puy-de-Dôme en « territoire d'énergie Puy-de-Dôme, donnant ainsi une suite logique à la délibération du 25 mars 2017, laquelle avait permis au SIEG de rejoindre la marque nationale « territoire d'énergie ». En outre, la

révision statutaire intègre la prise en compte de la fusion de certaines communes présentes dans les Secteurs Intercommunaux d'Energie (article 1 du projet de statuts), la modification du nom de certains Secteurs Intercommunaux d'Energie et l'intégration des adhérent à la compétence IRVE (article 4 du projet de statuts) sont des éléments

Conformément aux dispositions visées à l'article L5211-5, le conseil municipal de chaque commune concernée doit se prononcer sur le projet de statuts

Il est donc proposé au conseil :

- d'approuver les nouveaux statuts du SIEG et ses annexes 1, 2, 3, 4 et 5 et 5 ter, intégrant la fusion de certaines communes dans les Secteurs Intercommunaux d'Energie ;
- d'autoriser M. le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires.

### Délibération

*Le conseil municipal à l'unanimité approuve les nouveaux statuts du SIEG et ses annexes et autorise le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires.*

### **2021-039 – AFFAIRES SOCIALES – DEMANDE DE RETRAIT DE LA COMMUNE DE MALINTRAT DU SISPA VIVRE ENSEMBLE**

Il est indiqué au conseil municipal que par délibération du 28 juin 2021 le conseil syndical du SISPA Vivre ensemble a approuvé la demande de retrait de la commune de Malintrat du SISPA Vivre Ensemble.

Conformément à l'article L5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, « le retrait est subordonné à l'accord des conseils municipaux exprimé dans les conditions de majorité requises pour la création de l'établissement. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant au maire pour se prononcer sur le retrait envisagé. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable. »

Aussi, il est demandé au conseil d'approuver la demande de retrait de la commune de Malintrat du SISPA Vivre Ensemble selon les modalités financières et juridiques suivantes :

- La commune ne reprend pas le personnel ;
- La commune ne reprend aucun bien acquis par le SISPA Vivre Ensemble ;
- La commune ne reprend aucun emprunt et aucune quote-part des annuités de dette afférente aux emprunts contractés par le SISPA Vivre Ensemble pendant la période où la commune en était membre ;
- L'ensemble des droits et obligations nés des contrats souscrits par le SISPA Vivre Ensemble restent pleinement assumés par ce dernier.

### Délibération

*Le conseil municipal à l'unanimité, approuve le retrait de la commune de Malintrat du SISPA VIVRE ENSEMBLE selon les modalités financières et juridiques présentées ci-dessus.*

## QUESTIONS DIVERSES

### INSTALLATION D'UN ALGECO A L'ECOLE MATERNELLE POUR CREER UNE BIBLIOTHEQUE

M. le Maire informe les conseillers que lors des précédents conseils d'école maternelle, un parent d'élève a proposé la mise à disposition d'un Algeco par sa société. Cette mise à disposition serait gratuite pour la commune car couverte par la publicité. Il rappelle que cette formule est déjà utilisée avec un véhicule communal.

L'Algeco de 16 m<sup>2</sup> serait installé dans la cour de l'école maternelle et ferait fonction de bibliothèque.

M. le Maire précise qu'avant toute implantation, plusieurs autorisations seront nécessaires :

- demande préalable d'urbanisme en raison de la superficie de 16 m<sup>2</sup>
- conformité par la commission de sécurité car intégré à un bâtiment recevant du public type ERP4
- validation par un architecte des Bâtiments de France.

Le conseil municipal accueille favorablement la proposition d'installer un Algeco mis à disposition gratuitement par la société pour laquelle travaille un des parents d'élèves.

A 21h05, l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

### Délibérations

2021-033 : DOMAINE – Cession parcelle AH 1093

2021-034 : URBANISME – Projet d'aménagement entrée de bourg lieudit « Derrière la Grange Neuve

2021-035 : VIE ASSOCIATIVE – Attribution des subventions pour 2021

2021-036 : INTERCOMMUNALITE – Adhésion au groupement de commandes pour l'acquisition de fournitures de bureau, de papeterie et matériels scolaires

2021-037 : INTERCOMMUNALITE – Charte relative aux réseaux et équipements de téléphonie mobile

2021-038 : INTERCOMMUNALITE – Modification des statuts du SIEG du Puy-de-Dôme

2021-039 : AFFAIRES SOCIALES – Demande de retrait de la commune de Malintrat du SISPA Vivre Ensemble

QUESTIONS DIVERSES : Installation d'un Algeco à l'école maternelle pour créer une bibliothèque

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX






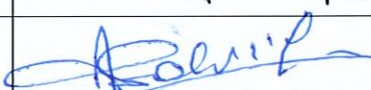

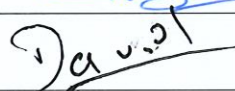

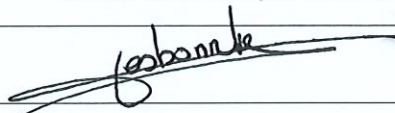
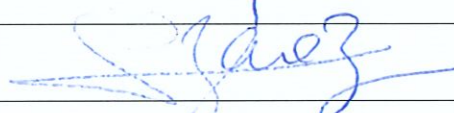
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

# SIGNATURES DES PRÉSENTS

DARTEYRE René	
LEVET Annie	
PRIVAT Claude	
DE FARIA Christine	
MALFREYT Christophe	Pouvoir à Annie LEVET
CLEMENT Jean-Marie	Pouvoir à René DARTEYRE
CHARLAT Alain	
BOSCO Charles	Pouvoir à Raymond LAMBERT
LAMBERT Raymond	
SOLVIGNON André	
CROZATIER Denis	
DAVID Jean-Marc	
JEANPETIT Isabelle	
VERGER Florence	Pouvoir à Claude PRIVAT
DESOLME Patricia	
VIOLETTE Jean-François	
SANTIANO Hervé	Pouvoir à Jean-François VIOLETTE
DESBONNETS Séverine	
PEREIRA Elizabete	Pouvoir à André SOLVIGNON
SZARAZ Aurore	
LOURENCO Céline	Pouvoir à Christine DE FARIA
<del>JUNET</del> -BOSCO Natacha	Pouvoir à Denis CROZATIER
VAL Jean-Pierre	